

Programme des Nations Unies pour le Développement
Madagascar
Renforcement de l'Etat de Droit (RED)
Rapport annuel – [2015]

Award ID : ID 00087360

Durée du projet: 2015-2019

Effet UNDAF: Les institutions publiques, la société civile et les médias, au niveau central et décentralisé, exercent leurs rôles et sont redevables pour une gouvernance apaisée, protectrice des droits humains

Effet CPAP: Résultat 2: Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Total Budget: 709 900 USD.

Agence de mise en œuvre: Ministère de la Justice.

Liste de distribution aux parties prenantes

- 1- RAZAFINJATOVO Honoré Parfait, Directeur National du Projet
- 2- RAKOTONDRABE RALAIARIVELO Noeline, Directeur de l'Administration des Juridictions
- 3- ANDRIANIRINA Alain Bruno, Directeur de la Police Judiciaire (Police Nationale)
- 4- Mosesy RANDRIANARIMANANA, Directeur de la Police Judiciaire (Gendarmerie Nationale)
- 5- RASAMIMAMY Angelain, Directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes

- 6- DANIEL Anaclet, Directeur exécutif du Conseil de Développement d'Andohatapenaka, Coordonnateur TAZ Tana
- 7- Me Jeannot Guy Georges RAZAFINDRAIBE, Représentant du Barreau de Madagascar
- 8- RAZAFIMANANTSOA Georges, Directeur de la programmation, contrôle et suivi évaluation du BIANCO
- 9- RAFIDIMANANA Hery Nirina Jimmy, Directeur Administratif et Financier du BIANCO (le BIANCO a 2 points focaux)
- 10- RANDRIANJAFISOLO Anthony Andréa, Assemblée Nationale,
- 11- Hanitra RAFOLISY, UNMDH- Droits Humains
- 12- Edmond RAKOTOARISON, Président Croix d'Or.

Synthèse du rapport annuel

Projet (Award) N°: ID 00087360

Titre du projet/programme : Renforcement de l'état de droit (RED)

Période : Janvier 2015 au Décembre 2015

1. Budget

Budget annuel du projet (USD) : 709 900 USD % cumulé Delivery : 98%

2. Mise en œuvre des produits

Produit du CPAP (output 2): Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

- Pour chaque indicateur de produit:

Indicateur 2.1 : Pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles par rapport au total des affaires enregistrées, traitées par les Tribunaux des zones d'intervention.

- Baseline 2014 : 20.74% Cible 2015: 23,00%
- Valeur actuelle: Non disponible

Commentaire:

Il s'agit d'un processus composé de plusieurs étapes :

- L'élaboration du cadre statistique ;
- Formation des acteurs sur l'utilisation du cadre ;
- Dotation de matériels informatiques ;
- Collecte et traitement des données ;
- Publication des données,

Les trois premières étapes ci-dessus ont été déjà réalisées en 2015.

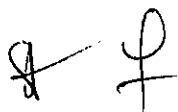
Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention : acteurs de la chaîne pénale au niveau central et dans les 8 Régions d'intervention du PNUD -Androy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Anosy, Menabe, Vatovavy Fitovinany, Diana (Nosy Be), Analamanga.

Réalisations marquantes dans cet Output :

- Convention de partenariat signée entre le Ministère de la justice et l'Ecole Nationale de la Magistrature pour la mise en place des dispositifs de renforcement des capacités adaptés aux acteurs de la chaîne pénale (5 renforcements des capacités dans les 9 zones d'intervention, dotation de matériels informatiques et mobiliers);
- Draft de Plan de réforme du système pénale et pénitentiaire disponible en concertation avec tous les acteurs ;
- Plan d'opérationnalisation des recommandations EPU en collaboration avec le HCDH élaboré, validé et disponible ;
- Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) mise en place à travers l'élection de leurs membres issus de la société civile ;
- Accès à la justice amélioré grâce à l'allocation des subventions des cliniques juridiques, la pérennisation à travers leur ancrage juridique (décret portant cadre juridique des cliniques juridiques élaboré) et l'opérationnalisation d'assistance judiciaire gratuite par un pool d'avocats ;
- Formulaires de pièces d'exécution à jour, validés et disponibles.

Remarques ou observations importantes éventuelles sur l'Output considéré :

Suite à la revue d'Antsirabe, il a été proposé de modifier l'indicateur 2.1 qui s'intitule « Pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles par rapport au total des affaires enregistrées traitées par les tribunaux des zones d'intervention » dans la mesure où les valeurs actualisées de cet indicateur sont difficilement disponibles au niveau des TPI des zones d'intervention et ne sont pas suffisamment vérifiables. Il est ainsi proposé à sa place « le ratio condamnés/prévenus dans les établissements pénitentiaires des zones d'intervention ». Ce ratio illustre le taux de dossiers correctionnels et criminels jugés au niveau des TPI. Ci-après l'évolution prévue de cet indicateur pour les zones d'intervention : 2015 – 39/61 ; 2016 : 44/56 ; 2017 : 50/50 ; 2018 : 55/45 ; 2019 : 60/40.



Indicateur 2.2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'Organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes).

- Baseline 2014 : 0
- Cible 2015: 6
- Valeur actuelle:4

Commentaire:

L'instabilité institutionnelle (un nombre important de députés ont présenté une requête en déchéance du Président de la République et ensuite une Motion de censure contre le Gouvernement) ralentit la mise en œuvre des activités menées au niveau de l'Assemblée Nationale.

L'activité d'appel à propositions de projets pour 22 micro-subventions pour les initiatives de restitution des parlementaires prévue dans le PTA 2015 n'a pas été mise en œuvre cette année malgré sa pertinence.

Spécifier les groupes cibles et les zones d'intervention : Parlement, Institutions et acteurs de lutte Contre la Corruption, Analamanga.

Indicateur 2.3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

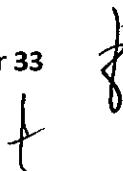
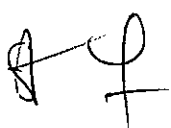
- Baseline [2014]: 6
- Cible [2015] : 8
- Valeur actuelle:12

Commentaire:

L'engagement au plus haut niveau pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption (SNLCC), exprimé par le Président de la République dans une séance solennelle, démontre la volonté politique de l'Etat à lutter contre la corruption.

Réalisations marquantes dans cet Output :

- Audit organisationnel de l'administration de l'Assemblée Nationale réalisé ;
- Parlementaires formés sur l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques ;
- Guide aide-mémoire sur les rôles et fonctions des parlementaires disponible en version malagasy;
- Plan stratégique de l'Assemblée Nationale mis à jour et disponible.
- Nouvelle Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC) élaborée, vulgarisée et suivie d'un engagement solennel du Président de la République;
- Plan de coordination des Institutions de lutte contre la corruption (ILCC) disponible ;
- Plan conjoint de renforcement des capacités des (ILCC) disponible ;
- Sensibilisation/renforcement de capacité des futurs magistrats judiciaires, administratifs et financiers en matière de lutte contre la corruption (LCC) effectuée ;



- Une (1) initiative innovante en matière de prévention et de lutte contre la corruption réalisée (mobilisations des jeunes et des étudiants autour du site web pour dénoncer la corruption Tsycoolkoly ;
- Journée Internationale de la Lutte contre la Corruption tenue.

3. Mise en œuvre des produits du plan stratégique

Produit du plan stratégique 1: "Parliaments, constitution making bodies and electoral institutions enabled to perform core functions for improved accountability, participation and representation, including for peaceful transitions"

Indicateur :

Extent to which the Parliament has improved its administrative and human resources capacities required to discharge its mandates in relation to law-making, oversight and representation.

Baseline 2014 : 1=Capacity partially improved

Cible 2015 : Capacity partially improved Valeur actuelle: Capacity partially improved

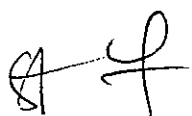
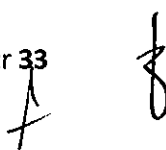
Nombre d'activités prévues pour l'année concernée:40

- Nombre d'activités achevées : 36
- Nombre d'activités en cours : 1
- Nombre d'activités non commencées : 3

4. Prise en compte du genre

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, les femmes constituent un objectif significatif. Aussi, le critère genre est pris en compte en vue d'une meilleure inclusion des femmes. Cependant, les résultats restent très dépendants des paramètres échappant au contrôle du programme.

Pour cette première année, le programme ne peut pas encore évaluer les résultats obtenus sur le genre au niveau Produit et Effets puisque l'année a été consacrée à la mise en place des mécanismes de suivi en genre.

5. Coopération Sud-Sud

Le projet a pu appuyer le séminaire d'information et d'échanges avec le réseau des femmes parlementaires francophones, qui s'est tenu à Madagascar au mois d'octobre 2015.

6. Renforcement des capacités nationales

Conformément à la procédure NIM, la partie nationale a bénéficié des renforcements des capacités en procédure HACT, en monitoring et coordination des acteurs de la chaîne pénale, en passation de marchés, en suivi-évaluation et en genre.

7. Durabilité des résultats

Les résultats obtenus seront pérennes et pourront être pérennisés à travers une forte implication de la partie nationale, la mise en place du cadre légal des cliniques juridiques, la mise en place d'un cadre légal d'intervention et l'appui pour la mise en place d'un mécanisme de suivi systématique.

8. Les principaux problèmes rencontrés éventuels et les solutions trouvées

Le programme a accusé un retard dans le démarrage et a connu des problèmes dans l'application effective de la nouvelle modalité NIM. Cependant, des formations sur la procédure NIM ont été effectuées en plus des échanges régulièrement tenus entre la partie nationale et le PNUD ; ce qui a permis de réaliser presque toutes les activités du PTA et d'atteindre un taux de delivery de 98%.

9. Perspectives pour l'année prochaine

Volet justice :

- Suivre l'opérationnalisation du mécanisme de suivi de l'accès à la justice ;
- Etendre ce mécanisme de collecte des données dans toutes les juridictions de Madagascar ;
- Réussir le processus de pérennisation des cliniques juridiques par l'adoption d'un texte organique et révision en conséquence de l'organigramme du Ministère de la justice ;
- Mettre en œuvre l'accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes à travers l'assistance par le pool d'avocats ;
- Former les acteurs de la chaîne pénale sur les thématiques identifiées ;
- Mettre en œuvre les plans de réforme du système pénal et pénitentiaire ;
- Vulgariser du cadre légal en matière pénale ;
- Mettre en œuvre le plan d'opérationnalisation des recommandations EPU.

Volet Parlement :

- Concrétiser l'appui au Parlement compte tenu du contexte politique pas toujours favorable notamment la mise en œuvre du plan stratégique et les recommandations de l'audit organisationnel de l'Assemblée Nationale, le renforcement de l'AN, l'induction des sénateurs, la redevabilité des élus envers les citoyens....

Volet lutte contre la corruption :

- Appuyer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Lutte contre la Corruption notamment l'élaboration du plan d'action de lutte contre la corruption et la mise en place du nouveau Pole Anti-Corruption.

10. Leçons apprises

- La participation active et inclusive des bénéficiaires du programme contribue à une meilleure appropriation ;
- Intégrer le plan de passation de marchés du programme dans le plan de passation de marchés du Ministère ;

11. Observations



Au service
des peuples
et des nations

RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT DE PROJET

Business Unit : MDG10

Award ID : ID 00087360

Titre du Projet /Programme : Renforcement de l'état de droit (RED)

Partenaire de mise en œuvre : Ministère de la Justice

Date de début du projet : 2015

Date de fin du projet: 2019

Période du rapport De : janvier 2015

à : décembre 2015

Budget total du projet/programme (USD): 709 900 USD.

Section 1. Mise en œuvre du projet

A. Mise à jour des risques du projet

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
Organisationnel	Janvier 2015	« Turn-over » au sein des acteurs des instances judiciaires et de redevabilités lesquels sont régulièrement mutés ou remplacés.	30/12/2015	Planifier des activités de renforcement des capacités des acteurs des instances judiciaires et de redevabilités en assurant un meilleur ciblage des bénéficiaires.	Oui	Chargé de programme
Politique	Janvier 2015		30/12/2015			
Stratégique	Janvier 2015	Manque de volonté politique des instances nationales dans la mise en œuvre effective des différentes actions en vue de l'amélioration de l'Etat de Droit.	30/12/2015	Forte implication du Senior Management du PNUD pour procéder au plaider pour s'assurer de l'implication des instances nationales pour la mise en œuvre effective des différentes actions et réformes pour un meilleur Etat de Droit	Oui	Chargé de programme
Opérationnel	Janvier 2015	Non disponibilité de Consultants dû à des complexités des procédures, de matériels au moment voulu entravant la performance du projet.	30/12/2015	Constitution de base de données de ressources humaines et prestataires	Non	UPM

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponses du management / Contre mesure	Statut critique (Oui/Non)	Responsable du suivi
		Insécurité dans les zones d'intervention	30/12/2015	Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps opportun pour que le programme ne soit pas affecté.	Oui	Chargé de programme
Financier	Janvier 2015	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels.	30/12/2015	Développement de plan de redressement/rattrapage	Oui	Chargé de programme

B. Mise à jour des problèmes du projet

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
Opérationnel	01/06/2015	Retard de la mise à disposition de fonds auprès des partenaires opérationnels dû aux difficultés d'application de la modalité NIM et de la procédure de contractualisation avec les partenaires. Faute de texte adopté portant ancrage juridique et faute de subventions allouées par le PNUD, les cliniques juridiques risquent de ne	31/12/2015	Mise en œuvre effective de la procédure NIM et renforcement des capacités des responsables sur la procédure de contractualisation avec les partenaires Subvention des anciennes et des nouvelles cliniques juridiques pour 2016	Oui Non	Chargé de programme

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
		plus être opérationnelles à partir de janvier 2016.				
Opérationnel		L'utilisation des fiches de renseignements permettant d'avoir les données relatives à l'accès à la justice et aux affaires ne permettent ni le traitement/analyse des données recueillies ni la mise en réseau des données collectées Le Traitement/analyse des données ainsi que la mise en réseau des données impliquent l'informatisation des structures de la chaîne pénale des zones d'intervention	31/12/2015	Mise en place d'un logiciel pouvant traiter les données collectées	Non	
institutionnel	01/06/2015	L'instabilité institutionnelle (requête en déchéance/Motion de censure) ralentit la mise en œuvre des activités menées au niveau de l'Assemblée Nationale.	31/12/2015	Décaler en 2016 les activités touchant directement les parlementaires Maintenir les activités avec le personnel de l'Assemblée Nationale Harmoniser avec les autres Partenaires Techniques et Financiers les activités	Oui	Chargé de programme

Type (changement, problème, autres)	Date d'apparition	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management au problème	Résolu (Oui/Non)	Responsable du suivi
		L'activité d'appel à propositions de projets pour 22 micro-subsventions pour les initiatives de restitution des parlementaires ne sera pas mise en œuvre cette année malgré sa pertinence.		de renforcement de capacités à l'endroit des parlementaires Activité abandonnée à raison de la difficulté de sa mise en œuvre dans le contexte d'instabilité institutionnelle (motion de censure, déchéance)	Oui	

C. Mise à jour du plan de communication et de suivi

Type d'Action de Suivi ou de Communication (Types (Revue, Rapport, Audit, « Donor report », Evaluation, Visite de suivi, Reportage-Publication, Evaluation spéciale)	Date due	Description	Commentaire	Réalisée (Oui/Non)	Date de réalisation (si réalisée)	Responsables
Revue	Avril 2015 Août 2015 Octobre 2015	Revue du projet		Oui	Août 2015 Octobre 2015	DNP Coordonnateur de projet
	Avril 2015 Août 2015 Octobre 2015	Revue conjoint de programme		Oui	Août 2015 Novembre 2015	Management
Rapport	Avril 2015 Août 2015	Rapports trimestriels et rapport final		Oui	Avril 2015 Août 2015	DNP

	Octobre 2015 Décembre 2015				Octobre 2015 Décembre 2015	Management Coordonnateur de projet
Mission de suivi		Suivi des activités		Oui	Octobre – novembre 2015	Equipe du projet
Mission de suivi conjoint	Avril 2015 Août 2015 Octobre 2015	Suivi conjoint des activités de tous les programmes		Oui	Août 2015	Unité Suivi- évaluation

Section 2. Progression des produits

Project ID : ID 00087360

Description : Les institutions démocratiques et les acteurs en charge de la redevabilité et de l'Etat de droit ont des attributions claires, des ressources et des capacités appropriées, exercent leurs fonctions de façon efficace et transparente et facilitent l'accès à la justice, la lutte contre la corruption et la participation citoyenne.

Longue description :

Il s'agit pour le PNUD de :

- accompagner l'amélioration du fonctionnement de la chaîne pénale et la coordination entre ses acteurs ;
- appuyer les consultations pour aboutir à une réforme du cadre légal en matière pénale ;
- appuyer l'amélioration de l'accès à la justice et l'accompagnement judiciaire de proximité ;
- soutenir le renforcement du rôle législatif, de contrôle et de représentation de l'Assemblée Nationale ainsi que son efficacité et redevabilité ;
- accompagner l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption ;
- appuyer le renforcement des capacités des acteurs anti-corruption et leur coordination ainsi qu'appuyer des initiatives innovantes de mobilisation.

Indicateurs : 1: Pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles traitées par les tribunaux par rapport au total des affaires enregistrées dans les zones d'intervention

2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes

3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne

Baseline [2014]:

1 : 20,74%

2 : 0

3 : 6

Cibles [2015]

1 : 23%

2 : 6

3 : 8

Etat d'avancement [2015]:

1. Non disponible

2. 4

3. 12

Moyens de vérification :

Base de données/Registres du ministère de la justice
Rapports annuels des projets/programmes
Rapports du BIANCO, Rapports annuels du projet.

Commentaires :

Indicateurs 1 : Pourcentage des affaires criminelles et correctionnelles traitées par les tribunaux par rapport au total des affaires enregistrées dans les zones d'intervention : Analamanga , Diana, Menabe, Atsimo Andrefana, Androy, Anosy, Vatovavy Fitovinany, Atsimo Atsinanana.

- Convention de partenariat signée entre le Ministère de la justice et l'Ecole Nationale de la Magistrature pour la mise en place des dispositifs de renforcement des capacités adaptés aux acteurs de la chaîne pénale (5 renforcements des capacités dans les 9 zones d'intervention, dotation de matériels informatiques et mobiliers);
- Draft du Plan de réforme du système pénale et pénitentiaire disponibles en concertation avec tous les acteurs ;
- Plan d'opérationnalisation des recommandations EPU en collaboration avec le HCDH élaboré, validé et disponible ;
- Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) mise en place à travers l'élection de leurs membres issus de la société civile ;
- Accès à la justice amélioré grâce à l'allocation des subventions des cliniques juridiques, la pérennisation à travers leur ancrage juridique (décret portant cadre légal des cliniques juridiques élaboré) et l'opérationnalisation d'assistance de pool d'avocats ;
- Formulaires de pièces d'exécution à jour, validés et disponibles.

Indicateurs 2 : Nombre d'institutions et acteurs (y compris le Parlement et l'organe de gestion des élections) disposant d'outils et de compétences nécessaires à l'exercice de leurs missions et à la promotion de la participation citoyenne y compris les femmes et les jeunes.

- Audit organisationnel de l'administration de l'Assemblée Nationale réalisé ;
- Parlementaires formés sur l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques ;
- Guide aide-mémoire sur les rôles et fonctions des parlementaires disponible en version malagasy;
- Plan stratégique de l'Assemblée Nationale mis à jour et disponible.

Indicateurs 3 : Nombre d'initiatives appuyées contribuant à la lutte contre la corruption ou à la participation citoyenne.

- Nouvelle Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC) vulgarisée, suivi d'un engagement officiel du Président de la République ;
- Plan de coordination des LLCC disponible ;
- Plan conjoint de renforcement des capacités des Institutions de Lutte contre la Corruption (LLCC) disponible ;
- Sensibilisation/renforcement de capacité des futurs magistrats judiciaires, administratifs et financiers en matière de lutte contre la corruption (LCC) effectuée ;
- Une (1) initiative innovante en matière de prévention et de lutte contre la corruption réalisée ;
- Journée Internationale de la Lutte contre la Corruption tenue.
- Lancement du processus de recrutement d'un consultant international et d'un consultant national pour l'élaboration du projet de loi sur le pôle anti-corruption.

Section 3. Réalisation des activités

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.1 : Le fonctionnement de la chaîne pénale est amélioré dans les zones d'intervention

Longue description :

- Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur accomplissement de leurs fonctions
- Doter les structures de la chaîne pénale des zones d'intervention des moyens nécessaires pour une opérationnalisation de leur activité
- Appuyer la mise en place d'un système opérationnel de collecte et traitement des données relatives à la chaîne pénale
- Appuyer les juridictions des zones d'intervention dans la tenue des audiences foraines
- Appuyer l'effectivité de l'exécution des peines

Date de début : Avril 2015
% Progression jusqu'à ce jour : 80 %

Date de fin : 31 décembre 2015

Etat d'avancement (narratif) :

- Convention de partenariat signée entre le Ministère de la justice et l'Ecole Nationale de la Magistrature pour la mise en place des dispositifs de renforcement des capacités adaptés aux acteurs de la chaîne pénale
 - Cinq sessions de renforcements de capacités effectuées en monitoring, sur les droits de la défense et en matière de coordination dans les 9 zones d'intervention ;
 - Matériels informatiques et mobiliers livrés aux acteurs de la chaîne pénale (TPI), à l'administration centrale et à l'ENMG;
 - Fiches de collecte des données finalisées et acteurs formés à leur utilisation
- Formulaire de pièces d'exécution mis à jour, validés et disponibles.
- L'activité d'appui à la tenue des audiences foraines a été abandonnée

Moyen de vérification :

- Rapport d'atelier incluant les fiches de présence
- Document de remise des matériels
- Documents dupliqués

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Les modules sont élaborés de manière participative	Mars 2015	Date : Aout 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 9	Date : Aout 2015 Utilisation des ressources : Score :	Date : Mars Respect des délais : Non Score : 6
Satisfaction des participants	Décembre 2015	Date : Décembre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 9	Date : Décembre 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score : 9	Date : Décembre 2015 Respect des délais : Oui Score : 9
Les matériels répondent aux besoins aux acteurs de la chaîne pénale et aux qualités requises	Septembre 2015	Date : Novembre-Décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Novembre- Décembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score :9	Date : juillet Respect des délais : Non Score :6
Le mécanisme et les outils de coordination du suivi de l'accès à la justice sont adaptés aux réalités et répondent aux enjeux	Décembre 2015	Date : juin 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 9	Date : juin 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score : 9	Date : juin 2015 Respect des délais : Non Score : 6
Mise en œuvre des audiences foraines	Décembre 2015	Date : Activité abandonnée	Date : Activité abandonnée	Date : Activité abandonnée





permettant l'accès aux services de la justice		Avis des bénéficiaires: Activité abandonnée	Utilisation des ressources : Activité abandonnée	Respect des délais : Activité abandonnée
Les jugements sont exécutés en respect des textes de lois en vigueur	Décembre 2015	Score : Activité abandonnée Date : Décembre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 9	Score : Activité abandonnée Date : Décembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Score : Activité abandonnée Date : Décembre 2015 Respect des délais : Oui Score : 9

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.2 : Le cadre légal malgache en matière pénale est conforme aux standards internationaux et vulgarisé

- Appui à la tenue d'ateliers de concertation entre les différents acteurs concernés sur les réformes en matière pénale et pénitentiaire
- Appui à l'élaboration d'un plan d'action de réforme de la justice
- Recrutement d'un consultant national pour appuyer la mise en œuvre du plan de réforme
- Appui à la vulgarisation du cadre légal
- Contribution à la mise en œuvre des recommandations de l'EPU

Date de début : Avril 2015

Date de fin : Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 70 %

Etat d'avancement (narratif) : -Ateliers de concertation entre tous les acteurs concernés par les réformes pénales et pénitentiaires tenus ;

- Draft de Plans de réforme du système pénale et pénitentiaire, élaboré et disponible en concertation avec tous les acteurs ;

- Plan d'opérationnalisation des recommandations EPU élaboré en concertation avec le HCDH et autres acteurs et disponible

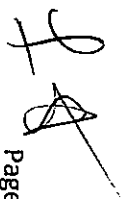
- Séances de vulgarisation de la loi portant lutte contre la traite des êtres humains réalisées en faveur des responsables de l'application de la loi dans deux régions : Diana (Nosy-be) et Atsimo andrefana (Tuléar)

Moyens de vérification :

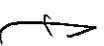
Rapports d'ateliers incluant les fiches de présence

Document des plans d'action de réforme de la justice
Documents et outils de vulgarisation
Document du plan d'opérationnalisation des recommandations EPU

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Le consultant recruté répond aux critères techniques requis.	Avril 2015	Date : Novembre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 7	Date : Novembre 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score : 9	Date : juillet 2015 Respect des Non délais :Score :6
Prise en compte de l'approche multi acteurs, qualités et représentativité des participants	Mai 2015	Date : Juin-juillet 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score : 9	Date : juin-juillet 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score : 9	Date : juillet 2015 Respect des délais : Non Score : 6
Le plan d'action de réforme de la justice est adapté aux réalités et répond aux enjeux	Juin 2015	Date : Décembre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score :9	Date : Décembre 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score :9	Date : Juillet 2015 Respect des délais : Non Score :6
Le Comité interministériel de suivi et évaluation et rédaction relatif à l'EPU tient au moins 2 ateliers	Décembre 2015	Date : Mai 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score :9	Date : Mai 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score :9	Date : Mai 2015 Respect des délais : Oui Score :9







Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.3 : Les capacités d'accès à la justice sont améliorées dans les zones d'intervention

Longue description :

- Appui à l'assistance juridique de proximité à travers les Cliniques juridiques des zones d'intervention
- Appui aux Bureaux d'Assistance Judiciaire et aux kiosques d'information des juridictions des zones d'interventions
- Appui à la mise en œuvre d'un accompagnement judiciaire de proximité et de qualité aux personnes vulnérables et aux personnes en détention préventive dans les zones d'intervention

Date de début : Avril 2015

Date de fin : 10 Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 30 %

Etat d'avancement (narratif) :

- Subventions allouées aux cliniques juridiques en vue de l'amélioration de l'accès à la justice

- Décret portant cadre juridique des cliniques juridiques élaboré et disponible

- Un pool d'avocats mis en place pour l'assistance judiciaire gratuite des personnes vulnérables y compris les femmes et les personnes en détention dans nos zones d'intervention et renforcement des capacités des membres

Activité d'appui aux Bureaux d'Assistance Judiciaire et aux kiosques d'information des juridictions des zones d'interventions reportée en 2016 pour défaut de budget

Moyen de vérification :

- Rapport de formation y compris les fiches des présences
- Documents des conventions signées
- Document du texte élaboré

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Les Grants des cliniques sont alloués dans les temps	Décembre 2015	Date : Octobre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score :6	Date : Octobre 2015 Utilisation des ressources : Conforme Score :9	Date : Avril 2015 Respect des délais :Non Score :6
Les TPI organisent des supervisions et des suivis réguliers	Décembre 2015	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	: Activité abandonnée
Appropriation et mise en œuvre d'une assistance judiciaire de qualité dans les zones d'intervention	Décembre 2015	Date : Novembre 2015 Avis des bénéficiaires: Satisfaisant Score :9	Date : Novembre 2015 Utilisation des ressources :Conforme Score :9	Date : décembre 2015 Respect des délais : Oui Score :9

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 1.4: Les appuis pour l'amélioration de l'accès à la justice sont suivis et des actions de communication des acquis sont réalisées

Longue description :

Réalisation des activités et missions de suivi sur le terrain (suivi de la mise en œuvre/suivi conjoint)
Réalisation des actions de communication sur les thématiques couvertes par le projet

Date de début : Avril 2015

Date de fin : Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 80 %

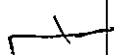
Etat d'avancement (narratif) :

-Mission conjointe de suivi réalisée

-Cinq missions de suivi de l'opérationnalisation du mécanisme de collecte des données réalisées dans toute notre zone d'intervention

Moyens de vérification :
Rapports de mission
Outils de communication

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Respect des critères de qualités des réalisations et des activités	Décembre 2015	Date : périodique Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : périodique Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : périodique Respect des délais : oui Score : 9
Disponibilité (dans les délais) et conformité des rapports aux normes établies	Décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Respect des délais : Oui Score : 9
Réalisations des revues et des missions de suivi et de communication régulières	Décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Avril, Août, octobre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : Avril, Août, octobre 2015 Respect des délais : oui Score : 9



Participation actives des parties prenantes aux revues et aux missions de suivi et de communication	Décembre 2015	Date : Août, novembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Août, novembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : Août, novembre 2015 Respect des délais : non Score : 6
---	---------------	---	--	---

Identifiant de l'activité (Activity ID) : **2.1 : Le Parlement est outillé pour exercer son rôle législatif et de contrôle**

Longue description :

- Renforcement de capacités/ ateliers thématiques pour parlementaires
- Renforcement des capacités des parlementaires sur la pratique parlementaire, l'initiative législative et les méthodes d'analyse des textes : Traduction et duplication du guide sur les rôles des parlementaires
- Formations pour fonctionnaires (direction de la législation, service de recherche et des études ;
- Finalisation et diffusion du plan stratégique
- Audit organisationnel de l'administration de l'AN

Date de début : Avril 2015

Date de fin : Décembre 2015

Résultats attendus :

% Progression jusqu'à ce jour : 98%

Etat d'avancement (narratif) :

- Renforcement des capacités des parlementaires sur l'intégration de l'approche genre dans les politiques publiques et au sein du parlement ;
- Guide sur les rôles et fonctions des parlementaires traduit en malgache ;
- Atelier de présentation et de finalisation du plan stratégique effectué ;
- Audit organisationnel de l'Administration de l'Assemblée Nationale effectué.

Moyens de vérification :

- Rapport d'ateliers incluant fiche de présence
- Version traduite du guide
- Document de plan stratégique
- Résultats et rapports d'audit

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Satisfaction des participants aux ateliers de renforcement de capacité	Décembre 2015	Date : 30 octobre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score :9	Date : 30 octobre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : 30 octobre 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Disponibilité du guide sur les rôles des parlementaires en malgache	Mai 2015	Date : novembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : novembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 8	Date : novembre 2015 Respect des délais : non Score : 6
Disponibilité et qualité du rapport d'audit organisationnel	Décembre 2015	Date : 30 décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : 30 décembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : 30 décembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.2 : Les parlementaires sont outillés pour exercer leur rôle de représentation et sont redevables envers les citoyens				
Longue description : -Appui aux sessions de restitution et d'échange des parlementaires Date de début : Février 2015 % Progression jusqu'à ce jour : 0% Date de fin : Décembre 2015				
Etat d'avancement (narratif) : Activité abandonnée à cause du contexte d'instabilité institutionnelle (motion de censure, motion de déchéance)				
Moyens de vérification :				

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Les initiatives appuyées permettent la restitution de l'activité parlementaire et l'échange avec la population	Décembre 2015	Date : Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Activité abandonnée
Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.3 : La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLCC) est accompagnée Longue description : - Mise à jour et diffusion de la SNLCC y compris le plan d'action - Mise à jour du cadre légal anti-corruption Date de début : février 2015 Date de fin : décembre 2015 % Progression jusqu'à ce jour : 70%				
Etat d'avancement (narratif) : - Nouvelle Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption vulgarisé et suivi d'un engagement officiel du Président de la République pour sa mise en œuvre ; - Lancement du processus de recrutement d'un consultant international et d'un consultant national pour l'élaboration du projet de loi sur le pôle anti-corruption ;				
Moyens de vérification : Document de SNLCC mis à jour Outils de communication (dépliants, spot TV et Radio, CD émission)				
Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
La stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption est	Mars 2015	Date : septembre 2015	Date : septembre 2015	Date : juin 2015





adaptée aux réalités et répond aux enjeux		Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Respect des délais : non Score :5
Le cadre légal anti-corruption est conforme aux standards internationaux	Décembre 2015	Date : décembre 2015 Avis des bénéficiaires: Score :	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : reportée en 2016 Respect des délais : Score : 5

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.4 : Les capacités des acteurs anti-corruption à mettre en œuvre la SNLC et leur coordination sont améliorées

Longue description :

- Formations conjointes pour BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin
- Sessions de coordination entre BIANCO, CSI, Ministère de la Justice et Samifin

Date de début : février 2015

Date de fin : décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour :100%

Etat d'avancement (narratif) :

- Elaboration de plan conjoint de renforcement des capacités pour BIANCO, SAMIFIN, CSI, Ministère de la Justice ;
- Elaboration de plan/mécanisme de coordination entre BIANCO, SAMIFIN, CSI, Ministère de la Justice ;
- Sensibilisation/renforcement des capacités des futurs magistrats judiciaires, administratifs et financiers en matière de lutte contre la corruption ;

Moyens de vérification :

- Document de plan conjoint de renforcement des capacités
- Document de plan de coordination
- Rapport d'atelier incluant fiche de présence

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
La méthodologie de formation tient compte et adopte des démarches pour mieux impliquer les parties prenantes et les groupes cibles	Juillet 2015	Date : juillet 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : juillet 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : juillet 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Le plan de renforcement des capacités est élaboré de manière participative et répond aux besoins des cibles	Juillet 2015	Date : octobre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : octobre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : octobre 2015 Respect des délais : non Score : 5
Le plan de coordination entre les acteurs est élaboré de manière participative et répond aux besoins des cibles	Décembre 2015	Date : novembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : novembre 2015 Utilisation des ressources : satisfaisant Score : 9	Date : novembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9

28

2

1

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.5 : Les initiatives innovantes de sensibilisation sur la corruption sont appuyées

Longue description :

- Appui aux sensibilisations et mobilisations du secteur privé ;
- Appui aux sensibilisations et mobilisation du secteur public et des élus ;
- Appui aux initiatives innovantes de sensibilisation et mobilisation.

Date de début : Février 2015

Date de fin : décembre 2015

Résultats attendus :

% Progression jusqu'à ce jour : 70%

Etat d'avancement (narratif) :

- Une initiative innovante de sensibilisation et de mobilisation des jeunes effectuée (projet tsyCoolkoly) dans les zones d'Analamanga, Menabe et Atsimo Andrefana;
- Célébration de la Journée internationale anti-corruption (JLCC) réalisée.

Moyens de vérification :

- Rapport de l'ONG
- Rapport de la journée et Outils de communication (spot Radio, TV)

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Les initiatives de sensibilisation et mobilisation sont adaptés aux défis de la corruption dans le pays	Décembre 2015	<p>Date : Avis des bénéficiaires: Score :</p>	<p>Date : Utilisation des ressources : Score :</p>	<p>Activité reportée en 2016</p>
Satisfaction des participants aux initiatives	Décembre 2015	<p>Date : décembre 2015</p> <p>Avis des bénéficiaires: satisfaisant</p> <p>Score : 9</p>	<p>Date : décembre 2015</p> <p>Utilisation des ressources : conforme</p> <p>Score : 9</p>	<p>Date : décembre 2015</p> <p>Respect des délais : oui</p> <p>Score : 9</p>

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 2.6 : Suivi et communication

Réalisation des activités et missions de suivi sur le terrain (suivi de la mise en œuvre/suivi conjoint)

Réalisation des actions de communication sur les thématiques couvertes par le projet

Date de début : Février 2015

Date de fin : 10 Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 60%

Etat d'avancement (narratif) :

Mission conjointe de suivi réalisée

Moyen de vérification

Rapport de missions

Outils de communication (communiqué, articles, spot, émission télé...)

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Respect des critères de qualités des réalisations et des activités	Décembre 2015	Date : périodique Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : périodique Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : périodique Respect des délais : oui Score : 9
Disponibilité (dans les délais) et conformité des rapports aux normes établies	Décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Réalisations des revues et des missions de suivi	Décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant	Date : Avril, Août, octobre 2015	Date : Avril, Août, octobre 2015 Respect des délais : oui

et de communication régulières		Score : 9	Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Score : 9
Participation actives des parties prenantes aux revues et aux missions de suivi et de communication	Décembre 2015	Date : Août, novembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Août, novembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : Août, novembre 2015 Respect des délais : non Score : 6

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 3.1.Gestion du programme RED

Longue description :

Recrutement et renforcement des capacités du staff du programme
Paiement des charges du personnel du programme
Date de début : Février 2015 Date de fin : Décembre 2015
% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) : Entièrement réalisé

Moyen de vérification :

- Rapport d'ateliers incluant fiche de présence
- Etats financiers

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Compétences du personnel répondant aux TDR		Date : décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : décembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : décembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 3.2 Logistique du Programme RED

Longue description :

Acquisition des kits mobiliers et équipement pour le programme
Appui logistique à la mise en œuvre du programme.

Date de début : Février 2015 Date de fin : Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) :

Entièrement réalisé

Moyens de vérification :

Documents d'acquisition des équipements matériels et logistiques

Etats financiers

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Respect des délais d'élaboration du plan de passation de marché	décembre 2015	Date : avril 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : avril 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : avril 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Respect des procédures de passation des marchés	Décembre 2015	Date : périodique Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : périodique Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : périodique Respect des délais : non Score : 6

Identifiant de l'activité (Activity ID) : 3. 3 Suivi du Programme

Longue description

Elaboration des différents documents de gestion du programme (PTA, PTT, plan opérationnel, journaux), de suivi (plan de suivi et communication)
Organisation des revues de suivi, audit et évaluation du programme

Date de début : Février 2015

Date de fin : 10 Décembre 2015

% Progression jusqu'à ce jour : 100%

Etat d'avancement (narratif) :

Les besoins pour la mise en œuvre des activités sont disponibles.

Moyens de vérification :

Document de PTT, PTO, journaux des risques et des problèmes mis à jour

Critères de qualité	Date de mesure de la qualité	Résultats des activités		
		Avis des bénéficiaires (date et score)	Utilisation des ressources (date et score)	Respect des délais (date et score)
Respect des délais et de la périodicité dans la production des rapports	décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Respect des normes de qualité des rapports	décembre 2015	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : Utilisation des ressources : Score :	Date : Avril, Août, octobre, décembre 2015 Respect des délais : oui Score : 9
Nombre et qualités des parties prenantes aux revues et missions de suivi	décembre 2015	Date : août, novembre 2015 Avis des bénéficiaires: satisfaisant Score : 9	Date : août, novembre 2015 Utilisation des ressources : conforme Score : 9	Date : août, novembre 2015 Respect des délais : non Score : 6

Projet/programme :

Signature :



Date :

Partie nationale (DNP):

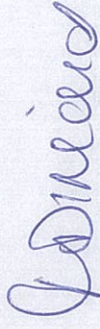
Signature :



Date :

PNUD (DRRP):

Signature :



Marie DIMOND

Représentant résident adjoint (P)

Date :

